

## **Abattoir : l'intervention de Pierre Montoya au nom de l'opposition municipale**

C'est à la suite des révélations par la presse, que nous avons pris connaissance de problèmes à l'abattoir de Tarbes, qui touchent à la fois les salariés et les conditions sanitaires. Certes, dans une exploitation privée mais au sein d'une structure communale.

En 2012, votre majorité au Conseil Municipal a voté pour confier par bail, la gestion de la société de gestion de l'Abattoir de Tarbes à une filiale du groupe privé Arcadie, sous prétexte du nécessaire équilibre financier. L'objectif étant le doublement de la production et de générer des emplois sur le site.

L'opposition municipale de l'époque contestait cette décision afin de préserver la gestion et l'exploitation publique ou coopérative du service public, pour à la fois prendre en compte les productions locales, leur optimisation, la proximité, les conditions sanitaires et d'hygiène alimentaire.

Pour la production, on constate, certes, une augmentation substantielle, peut-être même au-delà des chiffres annoncés. Pour les emplois, on est en droit d'en douter.

Le constat des conséquences, le Conseil Municipal ne peut l'ignorer et il a non seulement le droit de savoir mais le devoir de s'y intéresser et les élus d'alerter et de veiller au bon fonctionnement des structures communales, qu'ils ont attribuées et quelles que soient l'activité et les conditions dans lesquelles elles s'exercent. « Ces conditions sont dignes du 19<sup>ième</sup> siècle », expression de l'inspection du travail, nous dit-on et bien des témoignages en attestent.

On peut prendre des exemples significatifs : les salariés qui commencent à 5h 30 ne savent pas quand ils termineront la journée. Aucun planning ne leur est fourni, ni quand ils seront en pause. Tant qu'il y a des bêtes, on abat. Après qu'on en ait fini avec 500 porcs gras, ce qui nécessite 7 heures de travail environ, la pause n'est pas forcément accordée car il faut passer aux vaches.

Les cadences imposées engendrent de nombreux accidents du travail, avec la pression de la direction pour tenter de les déclassifier. Le droit laisse place au bon vouloir et à l'impératif de rendement, à marche forcée, au prix de la santé des travailleurs et du risque sanitaire.

Et que dire ensuite, de toutes les répercussions sur la vie familiale et particulièrement pour ceux qui sont en charge d'enfants, quand on ne peut même pas programmer l'heure de sortie alors qu'on a commencé la journée dès 5h30 du matin ! Ou bien quand on se retrouve brusquement avec des horaires

hebdomadaires diminués et donc des salaires amputés, ce qui précarise l'avenir de leur famille. Ces salariés ne sont pas corvéables à merci.

Germinal n'est pas loin et les Thénardiens tout près et pas simplement dans l'imaginaire inspiré par deux grands auteurs de la question sociale.

Devant ces évidences quant aux conditions humaines et sanitaires, quelques photos à l'appui, et avant qu'une catastrophe ne se produise et de forts doutes quant à l'avenir de l'Abattoir et à la sincérité de la direction, nous demandons la création et la mise en place rapide d'une Commission d'enquête municipale sur l'abattoir de Tarbes, sa gestion, ses perspectives, l'exploitation et les conditions dans lesquelles celle-ci s'exerce.

Pour le groupe d'opposition : Pierre Montoya.